

Des faits plutôt que des mythes N°52 / 5 octobre 2016

À quel point Kaboul, capitale de l'Afghanistan, est-elle sûre?

par Anne-Kathrin Glatz, experte en analyse-pays de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés OSAR (traduit de l'allemand)

Dans la ville de Kaboul, la situation sécuritaire s'est considérablement détériorée au cours des dernières années, d'après bon nombre de sources différentes. Cependant, le Tribunal administratif fédéral (TAF), dans son arrêt du 2 août 2016 ([E-2060/2016](#)), retient qu'un renvoi vers Kaboul est exigible à certaines conditions. Concernant la situation sécuritaire dans la capitale afghane, il la décrit comme «relativement stable»:

«Exemplarisch bezeichnet unter anderem das European Asylum Support Office (EASO) in seinem Bericht vom Januar 2016 die Sicherheitslage in Kabul als relativ stabil.» (E. 9.2.1.)

Le [rapport de l'EASO](#), cité par le TAF, se base sur des informations du HCR d'[avril](#) et [mai 2015](#), selon lesquelles la ville de Kaboul n'est pas un lieu d'origine, mais une destination principale pour les déplacés internes (*Internally Displaced Persons*, IDPs), et ce malgré un nombre important d'attaques qui y sont perpétrées. Aux yeux des personnes déplacées, la situation sécuritaire et l'accès aux services à Kaboul est plus favorable que dans leurs lieux d'origine.

Situation sécuritaire difficile à Kaboul

Le fait que la situation dans la capitale de Kaboul continue de se détériorer a pourtant été documenté, avec des informations détaillées sur un grand nombre d'attaques ou attentats, dans le même [rapport de l'EASO](#) cité par le Tribunal. Des attaques particulièrement lourdes ont eu lieu en octobre et novembre 2014, puis au cours de l'offensive de printemps conduite par les talibans en avril 2015, ainsi qu'en août 2015, y compris les trois attentats du 7 août 2015 qui ont fait 42 morts et 313 blessés. Le rapport souligne que ces attaques ont été principalement dirigées contre les forces gouvernementales ou internationales, mais que la plupart des morts et des blessés sont des [civils](#). Un journaliste, cité dans le rapport, indique que les personnes à Kaboul limitent drastiquement leurs mouvements, particulièrement après les attaques. Pendant plusieurs jours ou semaines chacune et chacun évite de sortir de sa maison, et les gens ne considèrent plus leur lieu d'habitation comme sûr, car une bombe peut éclater ou un incident peut se produire à tout moment, même dans les zones résidentielles.

Depuis septembre 2015, fin de la période examinée par le rapport de l'EASO, ont eu lieu d'autres attaques très graves à Kaboul. L'*Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation* ([ACCORD](#)) énumère 27 attaques entre octobre 2015 et août 2016. A titre d'exemple, les Talibans ont perpétré un attentat le [19 avril 2016](#) avec pas moins de 64 morts et 347 blessés, soit la pire attaque à Kaboul depuis 2001. Le [23 juillet 2016](#), un autre attentat lors d'une manifestation de la minorité [Hazara](#) s'est soldé par 80 personnes tuées et 231 blessés. Il était revendiqué par l'organisation terroriste «État

islamique» (*Daesh*). En annonçant leur [offensive de printemps](#) en avril 2016 les talibans ont souligné qu'à l'avenir, ils se concentreraient en particulier sur les villes.

Déplacés internes et rapatriés dans les quartiers informels de Kaboul

La situation financière et les possibilités d'emploi à Kaboul se sont détériorées rapidement ces dernières années, selon les [lignes directrices du HCR](#) sur l'Afghanistan. On estime que 70 pour cent de la population de Kaboul vit dans des quartiers informels. En plus des pauvres, vivent dans ces quartiers également des déplacés internes et des personnes rapatriées de l'étranger; d'après le think tank [Samuel Hall](#), ces deux derniers groupes sont particulièrement vulnérables. Ainsi, un grand nombre de ces personnes ont des difficultés d'accéder aux services de base tels que l'eau potable et la nourriture, courent le risque d'expulsions forcées et sont dépendantes de [l'aide humanitaire](#).

La situation sécuritaire continue de se détériorer dans tout le pays

Selon les [lignes directrices du HCR](#) pour l'Afghanistan d'avril 2016, la situation sécuritaire reste imprévisible dans tout le pays et la population civile continue à supporter le poids principal du conflit. Le nombre de déplacés internes a [plus que doublé](#) au cours des trois dernières années et est estimé d'avoir atteint [1,2 million de personnes](#). Depuis le retrait des contingents de combat internationaux fin 2014, le conflit s'est intensifié et la situation de la sécurité s'est considérablement [détériorée](#) dans tout le pays, comme l'indique également l'[Update](#) de l'OSAR sur l'Afghanistan du 30 septembre 2016. Alors que les talibans ont pu étendre à nouveau leur présence, *Daesh* ainsi que des milices comme l'[Afghan Local Police](#) ou les «[Uprising Forces](#)» sont également parties au conflit et accusés de violations graves des droits humains.

Il est donc logique que beaucoup de personnes déplacées, dans ces circonstances, optent pour ce qu'ils considèrent comme la moins mauvaise solution en choisissant Kaboul comme refuge. Par contre, la conclusion du Tribunal administratif fédéral, selon laquelle la situation sécuritaire serait «relativement stable» à Kaboul, va simplement à l'encontre de la réalité. Par cette formulation, le Tribunal suggère que la situation dans la capitale afghane peut être considérée comme sûre, alors que la situation sécuritaire continue de se détériorer dans cette ville aussi, comme indiqué ci-dessus.